

LA REVANCHE DES TERRITOIRES ? ENTRE RÉALITÉS ET ILLUSIONS !



Gilles Pennequin,
Vice-président
du FTIS Forum

Avec la crise de la Covid, le paradigme de la globalisation économique sans bornes qui voulait s'affranchir des territoires, est passé en France d'un crédo « Il n'y a pas d'alternative ! » à une remise en cause de ce modèle au profit des territoires longtemps délaissés.

Dans notre pays, la territorialisation des politiques publiques est associée à la souveraineté nationale, indissociable de l'Etat Nation. Ces deux concepts : territoire et souveraineté seront, à n'en pas douter, au cœur de l'élection présidentielle de 2022 ! Ce glissement de paradigme au profit des territoires devrait se pérenniser dans le temps, car il coïncide en particulier avec une grande partie des solutions préconisées par le GIEC dans la lutte contre le réchauffement climatique.

LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE SANS BORNES TROUVERAIT-ELLE SES LIMITES, AVEC LA DÉCOUVERTE DE NOS VULNÉRABILITÉS PRÉSENTES ET FUTURES ?

La globalisation libérale initiée par le couple Thatcher-Reagan serait-elle en passe d'être remise en cause, tout au moins partiellement, par une part croissante d'économistes et acteurs politiques mondiaux et Français en particulier ? L'élément déclencheur de ce revirement est à rapprocher de la gestion de la pandémie de la Covid, qui a révélé l'imprévoyance et l'incapacité de notre pays et de l'Occident en général, à produire rapidement des gants et masques, ou par exemple les puces électroniques, pourtant stratégiques pour nos sociétés numérisées. Les risques de dépendance envers la Chine et ses visées hégémonistes ont fini de convaincre des limites d'un système, jusqu'alors glorifié par un Occident qui se croyait encore dominateur !

Telle que décrite par Platon dans l'allégorie de la caverne, la remise en cause de la globalisation économique met en lumière les critiques exprimées depuis des décennies sur les vulnérabilités structurelles de notre système économique. Globalisation qui prend appui en particulier sur la multiplication effrénée des échanges, du fait d'un prix des énergies fossiles maintenu artificiellement bas, jusqu'à une période très récente. Cette crise de confiance de nos élites les conduit, enfin, à ouvrir les yeux sur les sombres prédictions du club de Rome de 1972, celles du GIEC, ou celle exprimée par Gaya Herrington qui indique que nous pourrions assister à l'effondrement de notre civilisation dès 2040, ... sans qu'il soit qualifié de collapsologue, dans des revues de référence !

DEUX MOTS D'ORDRE SE FONT ENTENDRE EN FRANCE : « POUR UNE RÉPUBLIQUE DES TERRITOIRES ! ET « RETROUVER NOTRE SOVERAINETÉ NATIONALE ! »

Chaque jour, médias et réseaux sociaux font écho à deux formules reprises par des politiques, experts et porteurs d'opinions de toutes tendances, qui semblent avoir trouvé deux mots d'ordre consensuels seulement en apparence. Cet appel à un retour au territoire et à la

souveraineté oblige à mesurer les apports réels de ces propositions. De quel territoire parle-t-on en France ? De nos villes, de nos régions, de la Nation, de l'Europe ? Tous ces territoires politiques - sur lesquels notre Nation est engagée - sont légitimes pour anticiper et adapter notre pays aux bouleversements du monde, au premier rang desquels se trouve le réchauffement climatique, source potentielle de toutes des coopérations possibles ou plus probablement de toutes les confrontations et drames en devenir.

Dans notre pays, la redécouverte des territoires et les crispations entre pays concurrents, conduisent à repenser la place de notre souveraineté nationale dans un monde en profond bouleversement. Forte de près de 70 millions d'habitants, notre Nation - encore grande puissance économique et maritime mondiale - doit posément réfléchir aux marges de manœuvre propres d'une puissance moyenne comme la nôtre, qui cherche à raison à maîtriser notre destin national.

ENTRE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE VERSUS SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE ?

IL FAUT DÉFENDRE LES DEUX, MON GÉNÉRAL !

Cependant, les liens entre nations et firmes sont tellement noués structurellement, que la souveraineté ne peut être pensée que dans une coordination des politiques nationales et politiques européennes notamment, puisque ce cadre perfectible a le mérite d'exister et de rassembler 450 millions d'habitants. Première puissance économique mondiale sur le papier, mais véritable nain politique, l'Europe devrait connaître un reflux (relatif ou absolu) de sa puissance faute de pouvoir peser dans le monde.

A l'approche des présidentielles, le débat franco-français gagnerait à préciser l'apport réel de la territorialisation, de la reconstruction d'une nouvelle souveraineté nationale, articulée à une souveraineté européenne, que seul notre pays semble malheureusement vouloir mettre en œuvre avec force.

Gilles Pennequin